



Bref Compte rendu du GT Perspectives salariales du 27 octobre 2021

Ce premier GT thématique de la conférence salariale qui s'est ouverte le 21 septembre dernier s'est déroulé en deux temps, d'abord sur la méthode de dialogue social, ensuite sur le 1^{er} thème : l'attractivité de la fonction publique.

Il s'est tenu sous la présidence de Mme Colin, directrice générale fonction publique et des deux rapporteurs associés au cycle de GT perspectives salariales : Paul Penny et Jean-Dominique Simonpoli.

Méthode de dialogue social : un « a valoir » sur le prochain quinquennat

On peut dire que la méthode de dialogue social est surprenante: il s'agit pour le gouvernement d'opérer un dialogue social sur les perspectives salariales du prochain quinquennat. Ce dialogue social ne débouche sur aucune mesure salariale immédiate.

Le cycle couvre donc trois thèmes en cinq groupes de travail (attractivité de la fonction publique, égalité professionnelle et équité de rémunération entre métiers et filières, système et déroulement de carrière, contractuel-les), auquel vient d'être rajouté un dernier GT en mars (juste un mois avant les présidentielles).

La méthode employée ressemble donc un peu à celle de PPCR (parcours professionnels, carrières et rémunérations) qui s'est déroulé sous le précédent gouvernement en 20 groupes de travail thématiques et dont la plus grande partie a été mise en oeuvre sur trois ans sous le quinquennat suivant, c'est à dire la quinquennat actuel. Les agent-es en recherchent encore l'effet sur leur fiche de paye sans trouver... La différence par rapport à PPCR, c'est que cette fois-ci aucun protocole n'est soumis à signature des syndicats de la fonction publique représentatifs du personnel (une inquiétude par rapport au risque politique éventuel de non-signature ?).

Au cours des groupes de travail, aucune proposition n'est présentée aux organisations syndicales (elles seront présentées en fin de cycle de discussion, soit en mars)

Du coup, le dialogue social avec l'administration devient lunaire. Interrogée par l'ensemble des organisations syndicales sur la finalité de l'exercice, la Directrice général a répondu : qu'il s'agit « d'une réflexion d'ensemble déconnectée de toute perspective immédiate de mise en oeuvre ». Elle a ajouté : « on est dans l'esprit de ce que la ministre a proposé, il s'agit d'un champ nouveau déconnecté, on ne connaît pas le point d'aboutissement, on le construira ensemble », soulignant « la caractère inédit et ouvert de la réflexion ». Bref, on ne sait pas où on va, mais on y va, et on connaîtra le résultat après. Solidaires Fonction publique a déclaré, qu'il n'est pas question pour nous de co-construire le programme du prochain gouvernement,

mais d'améliorer concrètement les salaires et carrières des agent-es publics sur la base des propositions syndicales, et que la situation salariale des agent-es publics est urgente, dans les trois versants (le versant territorial ne devant pas rester en arrière) avec nécessité de recentrer la rémunération de l'indemnitaire vers l'indiciaire, et de réduire les inégalités.

Attractivité de la fonction publique

La Directrice Générale de la fonction publique a indiqué qu'un rapport a été transmis aux organisations syndicales (notre commentaire : et si on empilait tous les rapports de l'administration, ça ferait une sacrée pile). Elle a ajouté qu'il existe plusieurs dispositifs statutaires d'attractivité (logement social, mesures indemnitaires, durée sur le poste...) à évaluer, et qu'il conviendrait éventuellement de remettre en cause ceux qui sont inefficaces. Aucune proposition concrète n'a été formulée par l'administration.

Pour Solidaires, nous l'avons affirmé, le manque de désirabilité de la fonction publique est issu de plusieurs facteurs en commençant par la place donnée aux services publics à la fonction publique qui sont une richesse, et leur financement un investissement, et non un fardeau pour la dépense publique qu'il faut réduire, comme les regarde le gouvernement libéral.

Avec les conditions de travail, la sous-rémunération des agent-es publics est l'un des éléments importants de ce désintérêt pour la fonction publique. **Pour Solidaires, pour renforcer l'attrait pour la fonction publique, il faut combattre les inégalités et la sous-rémunération**, en termes indiciaires (entre femmes et hommes car les filières féminisées - santé, social, éducation, culture - sont toujours plus mal payées, entre catégories : le C se smicardise, entre versants : le territorial est à la traîne, sans compter les contractuel-les vouées aux bas salaires).